DIAL 2281

HONDURAS - Reconstruire

Paul Jeffrey

mardi 16 février 1999, mis en ligne par Dial

Après le passage de Mitch, les pays d'Amérique centrale dépendent avant tout de leurs propres ressources - limitées - pour commencer leur reconstruction. C'est notamment le cas du Honduras qui, avec le Nicaragua (cf. DIAL D 2257 et 2263), a été l'un des deux pays les plus gravement touchés. La rareté des fonds n'est pourtant pas le seul problème auquel le Honduras doit faire face. Article de Paul Jeffrey, paru dans Noticias Aliadas*, 18 janvier 1999.*

Reyna Isabel Cruz attend au bord de la route. Plus de deux mois après que l'ouragan Mitch a ravagé l'Amérique centrale, sa pauvre maison est encore humide et boueuse, de sorte qu'avec ses trois enfants elle doit camper sur le côté de la route qui va de El Progreso à San Pedro Sula, au cœur de la vallée la plus fertile du Honduras.

Elle surveille avec anxiété ses enfants pour qu'ils ne s'approchent pas trop près de la chaussée, où ils pourraient être renversés par un des nombreux véhicules qui roulent à grande vitesse. Un ancien du village est devenu aveugle après avoir été heurté par une voiture en décembre dernier.

Le mari de Reyna Isabel Cruz, Mario, travaille un peu en nettoyant les constructions inondées et, de temps en temps, un groupe de la paroisse arrive pour déposer des aliments et des vêtements. Avant la tempête, Mario travaillait dans une plantation de bananes appartenant à une société étasunienne, mais sans avantages sociaux ni sécurité de l'emploi. Bien que les deux prochaines années on continuera à exporter des bananes, il a peu de chance d'avoir un nouveau travail, ni même de récupérer son emploi « temporaire ».

« La situation est vraiment difficile, mais il n'y a pas d'endroit où aller », dit Cruz. Quand on lui demande si elle a quelque espoir pour le futur, elle continue à regarder les véhicules qui passent et ne répond pas.

« Nous sommes seuls..., l'année va être extrêmement dure », a prévenu le président Carlos Flores début janvier.

Aide et politique

L'aide matérielle est arrivée au Honduras après la tempête, mais il n'est pas facile de la faire parvenir à ceux qui en ont besoin. Plus de 1 100 conteneurs avec des aliments et des vêtements sont restés bloqués sur le quai de Puerto Cortés parce que les groupes qui les ont reçus ne pouvaient pas payer le transport vers les communautés affectées. Le gouvernement a réquisitionné la plus grande partie des transports et le 7 janvier la distribution aux campements a commencé.

Mise à part l'aide matérielle, surtout constituée d'aliments, la ministre des finances Gabriela Nuñez a déclaré que le gouvernement a reçu seulement 10 millions de dollars en espèces. Sans argent pour construire des logements ou créer des emplois, le gouvernement devra faire face à un mécontentement populaire croissant, qui peut créer les conditions pour un « Mitch social », selon la mise en garde de

Pierre Schori, ministre de la Coopération extérieure de Suède.

Pourtant, selon les critiques, la rareté des fonds n'est pas le seul problème.

« Les images de la télévision sont éloquentes : au milieu des décombres et des étendues couvertes de boue apparaissent monsieur le président et la première dame tendant la main à leur peuple », dit Ismael Moreno, un prêtre qui coordonne le comité d'urgence de El Progreso.

« Le but est clair : gagner les esprits et les cœurs en faveur de personnages et de pouvoirs bien précis… la réalité quotidienne l'est tout autant : l'autoritarisme, le chantage et le calcul politique, les fidélités partisanes, les ordres et le commandement depuis le plus haut niveau du pays jusqu'à l'organisation de quartier ou de village », a ajouté Moreno.

Flores est en train de courtiser les États-Unis pour que l'Initiative du bassin des Caraïbes se développe, afin d'encourager l'installation de davantage de *maquilas*, les usines d'assemblage de vêtements, pour sortir rapidement du chômage de masse.

Flores a cherché aussi l'arrêt des expulsions de Honduriens par les États-Unis et le 30 décembre l'administration Clinton a annoncé 18 mois de répit pour les Honduriens qui résident encore illégalement sur le territoire des États-Unis.

Mais les travailleurs catholiques qui s'occupent des immigrations au Guatemala font remarquer que depuis le passage de Mitch sur la région, le nombre de Centraméricains expulsés chaque jour depuis le Mexique est passé de 300 à 500. En décembre, le Guatemala a limité l'entrée des Salvadoriens, des Honduriens et des Nicaraguayens, rompant ainsi un traité régional.

Des concessions commerciales

Pour encourager soi-disant les investissements étrangers dans les zones dévastées par l'ouragan, le Congrès du Honduras a approuvé précipitamment un ensemble de concessions commerciales, dont la révocation de l'article 107 de la Constitution qui interdit aux étrangers la propriété de terres le long des frontières du pays. Ce sujet a été en discussion pendant plusieurs mois, mais des groupes d'Afro-Caraïbéens ont déploré que le dialogue politique ait été infructueux.

« Il n'y a jamais eu de réelle intention de concertation, seulement des tactiques dilatoires jusqu'à ce que la conjoncture soit favorable pour livrer le peu qui restait de notre souveraineté nationale », a déclaré Celeo Álvarez, président de l'Organisation de développement ethnique communautaire.

Les concessions, comme les investissements, encourageront la corruption. Bien que l'on ne parle pas du détournement évident des fonds d'assistance après le passage de l'ouragan Fifi en 1974, il y a de nouvelles formes subtiles de corruption.

Les défenseurs de l'environnement se plaignent que les lois d'urgence ont détruit plus d'arbres dans les zones boisées que Mitch n'en a arrachés.

Le ministre des affaires étrangères, Fernando Martínez, nommé par Flores pour faire partie d'un cabinet spécial de reconstruction nationale, s'est retiré de ce groupe en décembre pour protester contre la décision du gouvernement d'accorder des permis de construction d'urgence sans appel d'offres.

Les médecins cubains

Martinez, impressionné par la réponse rapide et généreuse de Cuba face au désastre, a dit que le Honduras rétablira bientôt des relations diplomatiques avec l'île. Cuba a envoyé des brigades médicales qui ont été essentielles pour éviter des épidémies et a accordé 300 bourses pour que des Honduriens étudient la médecine à Cuba.

« Les Cubains nous ont montré que la pauvreté n’est pas un obstacle à la solidarité humaine », a déclaré Martínez.

Les médecins volontaires ont fait remarquer qu’ils étaient en train de traiter les maladies habituelles de la pauvreté.

« Le désastre n’a pas apporté de nouvelles maladies, il a seulement exacerbé ce qui existait déjà et il a rendu plus évidente la situation de santé critique des pauvres », a déclaré María Zúñiga, directrice du Centre d’information et de service en conseil de santé, dont le siège est à Managua.

La dette extérieure

Les militants des droits humains rendent l’énorme dette extérieure responsable des pauvres conditions de santé. Les hommes politiques du Nicaragua et du Honduras, les pays les plus touchés par Mitch, ont reçu des promesses d’aide d’urgence pour leurs dettes lors d’une réunion à Washington, début décembre.

La Banque mondiale a annoncé un nouveau prêt d’un milliard de dollars, sans intérêt, sur 40 ans, en plus des deux cents millions de dollars déjà promis, et le Club de Paris a suspendu pour trois ans le remboursement des emprunts des deux pays. Cela représente annuellement cent millions de dollars d’aide sur la dette pour le Honduras.

Mais l’économiste hondurien Mauricio Díaz, qui milite contre la dette, a mis en garde : l’aide est un « cadeau empoisonné » parce que 99 % de la dette n’a pas été annulée.

Díaz a fait remarquer que « les moratoires ou autres expressions diplomatiques très élaborées ne font que reporter les payements… ce qui accroît notre dette extérieure ».

En outre, ce que les dirigeants centraméricains réclament de la communauté internationale, ils ne le pratiquent pas chez eux. Les politiques et les banquiers ne sont pas disposés à annuler les dettes des petits paysans et des coopératives qui ont perdu leurs cultures.

Leonardo Godoy, administrateur de la Banque nationale de développement agricole, a déclaré que les paysans honduriens devraient oublier l’annulation de leurs dettes, parce que la banque doit récupérer ce qu’elle a prêté afin de continuer à fonctionner.

La situation alimentaire

Selon le rapport conjoint de l’Organisation des Nations unies pour l’agriculture et l’alimentation (FAO) et le Programme mondial d’alimentation (PMA), la moitié des besoins alimentaires de base des habitants du Honduras dépendra de l’aide extérieure.

Pour garantir un niveau normal de consommation alimentaire il manquera au cours de l’année commerciale 1998-1999, qui se termine en août, au total 570 000 tonnes de céréales et de légumes.

Selon les experts de la FAO et du PMA, l’assistance alimentaire qui devrait arriver de l’extérieur avant le mois d’août s’élève à 236 000 tonnes de maïs, 40 000 tonnes de riz et de fèves. Les aides reçues jusqu’à maintenant et celles que le pays espère obtenir dans les prochains six mois se chiffrent à 85 000 tonnes de ces produits, soit 191 000 tonnes de moins que celles dont le pays a besoin.

Environ 810 000 personnes habitant dans les zones rurales du pays devraient bénéficier d’un plan de distribution gratuite d’aliments.

L’ouragan a touché les principales cultures commerciales honduriennes - la banane, le café et la canne à sucre - provoquant une perte estimée à 480 millions de dollars.

Près de 40 % de la production totale de banane prévue a été détruite par l’ouragan Mitch, de même que le tiers de la production de céréales et de fèves.

Dans le secteur de l’élevage, d’après ce même document, les pertes enregistrées atteignent 100 millions de dollars et l’assistance nécessaire pour rétablir sa production, notamment laitière, est évalué à 86 millions de dollars.

IPS, 9 février 1999

– Dial – Diffusion de l’information sur l’Amérique latine – D 2281.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *Noticias aliadas*, janvier 1999.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.